

des dispositions de l'article 3 du décret du 30 avril 1880; VIII, 199.

ARRÊTÉ ministériel du 14 juin 1889. *Idem.* Association du sud-est. *Alpes-Maritimes*; VIII, 200.

— 30 août 1889. *Idem.* Association parisienne. *Loir-et-Cher*; VIII, 240.

— 30 août 1889. *Idem.* Association du sud-est, *Var*; VIII, 240.

— 16 novembre 1889. *Idem.* Association du sud-est. *Gard*; VIII, 282.

— 13 janvier 1890, instituant à *Rennes*, (*Ille-et-Vilaine*), une commission de surveillance des bateaux à vapeur; IX, 6.

DÉCRET du Président de la République, du 4 mars 1890, portant fixation de la limite d'application du décret du 9 avril 1883, relatif à la navigation fluviale à vapeur; IX, 135.

ARRÊTÉ ministériel, du 22 mai 1890, prononçant, pour les bateaux de nationalité anglaise, l'équivalence de certaines formalités accomplies en Angleterre, avec celles qui sont exigées par le décret du 9 avril 1883; IX, 164.

— 23 janvier 1891, admettant l'association du sud-ouest à bénéficiaire, pour le département de la *Haute-Garonne*, des dispositions de l'article 3 du décret du 30 avril 1880; X, 9.

— 7 mars 1891. *Idem.* Association lyonnaise. *Nièvre*; X, 57.

— 21 mars 1891. *Idem.* Association lyonnaise. *Puy-de-Dôme*; X, 59.

— 27 novembre 1891. *Idem.* Association lyonnaise. *Cher*; X, 377.

— 27 novembre 1891. *Idem.* Association lyonnaise. *Haute-Loire*; X, 377.

TROISIÈME SECTION

CHEMINS DE FER

DÉCRET du Président de la République, du 2 avril 1874, relatif au mode d'intervention du ministre de la guerre dans les questions de création de — en dehors de la zone frontière; VI, 381.

Loi, du 27 décembre 1880, au-

torisant, en ce qui concerne les clôtures et les barrières, une dérogation à l'article 4 de la loi du 15 juillet 1845; I, 251.

DÉCRET du Président de la République, du 24 janvier 1882, portant de neuf à seize, le nom-

bre des membres du Conseil d'administration des — de l'Etat, et nommant huit nouveaux membres de ce conseil; I, 6.

DÉCRET du Président de la République, du 18 février 1882, modifiant celui du 24 janvier précédent, relatif à la composition du Conseil d'administration des — de l'Etat; I, 13.

ARRÊTÉ ministériel, du 9 mars 1882, portant réglementation et classification des passages à niveau pour les — de l'Etat; I, 252.

DÉCRET du Président de la République, du 20 mars 1882, portant règlement d'administration publique pour l'exécution des articles 16 et 39 de la loi du 11 juin 1880 (conditions financières imposées aux concessionnaires de — d'intérêt local et de tramways); I, 133.

— 7 octobre 1882, instituant au ministère des travaux publics une commission de trente membres pour résoudre les questions se rapportant au régime des —; I, 259. = DÉCRET de même date nommant les membres de cette commission; I, 263. = DÉCRET du 4 novembre 1882, remplaçant trois membres démissionnaires; I, 264. = ARRÊTÉ ministériel du 4 novembre 1882, désignant deux fonctionnaires de l'administration pour faire partie de cette commission; I, 264.

ARRÊTÉ ministériel du 31 octobre 1882, modifiant le règlement du 10 janvier 1879, concernant le transport de la dynamite; I, 291.

Décret et arrêté du 4 novembre 1882 (voir *suprà*, 7 octobre 1882).

DÉCRET du Président de la République, du 28 mars 1883, rem-

plaçant par une commission unique les diverses commissions instituées pour l'examen des comptes des compagnies de —; II, 205. = ARRÊTÉ ministériel du 28 mars 1883, nommant les membres de cette commission; II, 208.

DÉCRET du Président de la République, du 28 avril 1883, abrogeant les articles 2, 3, 4 et 5 du décret du 18 février 1882, relatif à la composition du conseil d'administration des — de l'Etat; II, 230.

ARRÊTÉ ministériel, du 30 juin 1883, modifiant le règlement du 20 novembre 1879 pour le transport des matières explosibles et inflammables; II, 322.

Loi, du 17 juillet 1883, rendant exécutoire en Algérie la loi du 11 juin 1880 sur les — d'intérêt local et les tramways; II, 323.

DÉCRET du Président de la République, du 11 août 1883, complétant l'article 63 de l'ordonnance du 15 novembre 1846 sur la police des —; II, 349.

ARRÊTÉ ministériel, du 14 janvier 1884, relatif au transport des gadoues; III, 177.

DÉCRET du Président de la République, du 7 juin 1884, portant institution de commissaires généraux des —; III, 180. = DÉCRET de même date, nommant les titulaires de ces emplois; III, 183.

ARRÊTÉ ministériel, du 14 août 1884, relatif au transport à prix réduit du personnel des départements de la guerre et de la marine; IV, 5.

— 9 octobre 1885, réglementant le service des passages à niveau des — de l'Ouest; IV, 255

ARRÊTÉ ministériel, du 15 novembre 1885, portant institution d'un code uniforme des signaux échangés entre les agents des trains et les agents de la voie ou des gares; IV, 288 et 293.

DÉCRET du Président de la République, du 23 décembre 1885, modifiant l'article 8 du décret du 20 mars 1882 relatif aux — d'intérêt local et aux tramways; IV, 308.

ARRÊTÉ ministériel, du 23 janvier 1886, instituant une commission chargée de rechercher les perfectionnements actuellement réalisables, tant dans le matériel roulant que dans le service des agents des trains de —; V, 6.

— 20 juillet 1886, portant réorganisation du service du contrôle de l'exploitation des —; V, 240 et 248.

— 16 février 1887, concernant les heures d'ouverture et de fermeture des gares de marchandises de petite vitesse; VI, 8.

ARRÊTÉ (du ministre des finances), du 31 mars 1887, rendant applicable sur le réseau des — français les dispositions adoptées par la convention internationale de Berne, relatives au mode de fermeture des wagons devant passer en douane; VI, 131.

ARRÊTÉ ministériel, du 31 mars 1887, rendant applicables sur le réseau français les dispositions adoptées par la conférence internationale de Berne, concernant la largeur des voies et les conditions d'admission à la circulation internationale des —; VI, 136.

— 27 mai 1887, relatif au trans-

port des matières infectes, et notamment des gadoues; VI, 201.

DÉCRET du Président de la République, du 7 septembre 1887, portant réorganisation du comité consultatif des —; VI, 301.

— 7 septembre 1887, nommant les membres du nouveau comité consultatif des —; VI, 306. = ARRÊTÉ ministériel nommant le vice-président, le secrétaire, le secrétaire-adjoint et les rapporteurs adjoints de ce comité; VI, 308.

— 29 octobre 1887, augmentant le nombre des membres du comité consultatif des —; VI, 315.

— 29 octobre 1887, désignant les quatre nouveaux membres du comité consultatif des —; VI, 316.

ARRÊTÉ ministériel, du 24 novembre 1887, portant réorganisation du comité de l'exploitation technique des —; VI, 384.

— 6 janvier 1888, relatif au transport des produits destinés à l'Exposition universelle de 1889; VII, 7.

— 9 janvier 1888, relatif au transport des matières inflammables ou explosibles y classifiées, autres que les poudres et la dynamite; VII, 11.

— 9 janvier 1888, portant règlement pour le transport des poudres de guerre, de mine, de chasse et des munitions de guerre, VII, 20.

— 9 avril 1888, modifiant le règlement du 10 janvier 1879 sur le transport de la dynamite; VII, 203.

DÉCRET du Président de la République, du 14 septembre 1888, relatif au transport à prix réduits du personnel des départements de la guerre et de la marine; VII, 299.

LOI, du 28 décembre 1888, modifiant les articles 22 à 27 (service militaire des —) de la loi du 13 mars 1875, relative à la constitution des cadres et effectifs de l'armée; VIII, 24.

DÉCRET du Président de la République, du 23 janvier 1889, modifiant l'article 10 de l'ordonnance du 15 novembre 1846; VIII, 65.

— 5 février 1889, portant organisation générale du service militaire des —; VIII, 14.

— 5 février 1889, portant organisation des sections de — de campagne; VIII, 14 et 17.

— 5 février 1889, fixant la composition et les attributions de la commission militaire supérieure des —; VIII, 14 et 22.

— 9 mars 1889, réglementant l'organisation et les conditions de service des trains légers; VIII, 66.

— 10 octobre 1889, organisant les services de l'arrière aux armées en campagne (service des

— et service des étapes); VIII, 260.

DÉCRET du Président de la République, du 18 novembre 1889, portant règlement pour les transports militaires (transports ordinaires); VIII, 282.

— 19 novembre 1889, portant règlement pour les transports militaires (transports stratégiques); VIII, 282 et 325.

ARRÊTÉ ministériel, du 8 mars 1890, organisant les services du contrôle des — miniers et industriels; IX, 137.

LOI, du 2 juillet 1890, relative au service des hommes de l'armée territoriale affectés à la garde des —; IX, note de la page 253.

DÉCRET du Président de la République, du 5 juillet 1890, organisant la garde des voies de communication en temps de guerre; IX, 252.

— 17 octobre 1891, portant réorganisation du comité de l'exploitation technique des —; X, 331 et 332.

ARRÊTÉ ministériel, du 17 octobre 1891, portant nomination des membres du comité de l'exploitation technique des —; X, 335.